

NOTES et glanures

LA PREHISTOIRE.

JAMES LOUIS BAUDET, *La préhistoire ancienne de l'Europe septentrionale*, Paris, Anthropos, 1971.

L'auteur porte à notre connaissance un ensemble de faits résultant essentiellement de trouvailles et d'observations réalisées sur le terrain. L'ouvrage a pour but de faire revivre le passé du plateau continental nordique, actuellement en grande partie immergé.

Les populations, (Clactoniens, Calaisiens, Levalloisiens) nous sont connues par les vestiges de leur industrie. De nombreux schémas, dix cartes, quatre tableaux chronologiques complètent l'étude.

Etant donné la complexité des problèmes évoqués, l'ouvrage ne nous paraît guère utilisable dans les classes de l'enseignement secondaire.

P.B.

PFEIFFER, J.-E., *L'émergence de l'homme*, Paris, Denoël, 1972.

Il s'agit de la traduction de l'ouvrage américain « *The emergency of Man* » publié en 1969 chez Harper and Row. L'auteur donne une nouvelle synthèse de l'évolution de l'homme, articulée sur les résultats des fouilles les plus anciennes et les plus récentes, et basés dans ce dernier cas, sur le traitement électronique des données recueillies par les chercheurs. Il familiarise le lecteur avec les différentes difficultés rencontrées par les explorateurs scientifiques sur le terrain, fait appel aux études modernes sur le comportement de diverses espèces de singes, s'appuie sur les tribus aborigènes australiennes dont il a partagé la vie. L'ouvrage se lit agréablement et reste toujours clair en dépit de la complexité de la matière.

P.B.

LEROI-GOURHAN, A., *Evolution et techniques - L'homme et la matière*, Paris, Albin Michel, 1971.

Les éditions Albin Michel ont entrepris la réédition d'ouvrages qu'il était peu aisé de se procurer en librairies ou dont l'édition était épuisée. Ce volume

de la collection « Sciences d'aujourd'hui » avait vu le jour en 1943. Depuis cette date, près de quarante ans se sont écoulés et on ne compte plus les nouvelles découvertes archéologiques et ethnographiques. Notre conception de la vie primitive s'en est trouvée tout naturellement modifiée. Néanmoins, au seul énoncé des chapitres, les *moyens d'action sur la matière*, la *fabrication*, les *transports*, le lecteur sait que ce volume est des plus prometteurs. Etant donné l'abondance des renseignements, il ne sera pas déçu. Il trouvera notamment 577 figures dessinées, relatives aux trois domaines susmentionnés.

Cet ouvrage est donc tout indiqué pour aborder les problèmes relatifs à l'étude du milieu naturel, humain et technique.

P.B.

LA COLONISATION.

WACHTEL Nathan, *La vision des vaincus. Les Indiens du Pérou devant la conquête espagnole*, Bibliothèque des Histoires, Gallimard, Paris, 1971.

Les éditions Gallimard ont mis sur le marché une nouvelle collection, la Bibliothèque des Histoires, qui comprend cet ouvrage passionnant.

L'auteur s'interroge sur la manière dont les Indiens des empires précolombiens ont vécu leur défaite, sur les souvenirs qui dénoncent la conquête espagnole, sur l'image que les survivants de ces empires s'en font. Avec beaucoup de talent, l'auteur nous fait parcourir les régions s'étendant du Mexique au Guatemala et les Andes. Il scrute le folklore actuel pour y retrouver les gestes qui accusent les conquérants espagnols.

C'est au Pérou que Nathan Wachtel s'attarde le plus pour analyser la destruction de la société inca.

Une partie du livre est consacrée à l'étude des changements de structures de la société indigène du Pérou au XVI^e siècle. L'auteur part des événements, interroge le peuple conquis, notamment par la voie de son folklore. Il compare

le spectacle de la mort d'*Atahualpa* à des spectacles semblables qui se déroulent au Guatemala et au Mexique. Non seulement les spectacles illustrant le traumatisme de la conquête, mais aussi la résistance, la révolte.

Par une analyse ethnologique, l'historien s'efforce de saisir la colonisation vécue par les Indiens. Le point de départ de sa réflexion se base sur le système de l'Etat inca qui se présente comme un système d'échanges, de dons et de contre-dons qui fait circuler les biens du tribut entre les communautés rurales d'une part et les chefferies locales et l'Inca d'autre part. Ce système apparaît comme inséparable d'une organisation sociale et administrative complexe mais organisée à la mesure du sol, de la géographie et qui permettait un équilibre que la conquête européenne va détruire.

On parle souvent « d'acculturation » à propos de « rencontres de civilisations » ; mais, Nathan Wachtel nous montre que ce terme doit être manipulé avec prudence. Au Pérou, l'Indien se sert du cheval, inconnu par lui avant la conquête, pour s'intégrer dans le monde colonial et accepter la défaite. Mais au Mexique, les Indiens se servent du cheval pour combattre les conquérants.

Ce livre d'une grande richesse nous livre des réflexions d'un grand intérêt sur les relations entre la *pensée sauvage* et l'acculturation.

Cartes, diagrammes, schémas, tableaux et une bibliographie importante complètent la valeur scientifique de cet ouvrage que tout historien se doit de lire.

A.G.L.

HAMMOND INNES, *Les Conquistadores*, coll. « Aventuriers de l'Histoire », Elzévir-Séquoia, Paris, 1971.

L'ouvrage de Hammond Innes se présente sous forme de reportage retraçant l'épopée des Conquistadores.

Qui sont Cortès, Pizarro, l'auteur s'efforce de retrouver le caractère, la personnalité de chacun d'eux et de leur compagnons.

Ayant parcouru le Mexique, la Colombie, le Pérou, menant son enquête sur

les lieux mêmes où se sont déroulés les événements, Hammond Innes retrace avec vigueur les péripéties de la vie de ces aventuriers lancés à la conquête d'un monde inconnu, poussés par la soif de l'or et par un ardent prosélytisme religieux.

Tout le livre est donc axé sur les figures des Conquistadores ; le monde indien est à peine évoqué. Cette optique limitée et donc partielle ne permet malheureusement pas de saisir cet événement dans sa globalité.

A.G.L.

DESCHAMPS Hubert, *Histoire de la Traite des noirs de l'antiquité à nos jours*, collection « Histoire sans frontière », Paris, Fayard, 1971.

La notion d'esclave ne peut théoriquement être liée uniquement à l'esclavage des Noirs, de fait elle l'est cependant. La cause en appartient au passé mercantile et colonialiste des nations, spécialement occidentales, et à leurs séquences morales et matérielles : racisme, ségrégation, etc.

L'auteur, spécialiste de l'Afrique noire nous livre ici dans cette collection à mi-chemin entre le journalisme historique et les thèses accessibles aux seuls initiés, le bilan d'un état social caractérisé par la constance depuis l'époque où les Pharaons donnaient à la Nubie le nom de « vil Kouch ». Le concile de Langres, au IV^e siècle, maintient l'élan : « Si quelqu'un sous prétexte de pitié, engage l'esclave à mépriser son maître, à se soustraire à la servitude, à ne pas servir avec bonne volonté et respect, qu'il soit anathème ». Sans le supprimer, l'Islam cherche à adoucir l'esclavage : « N'oubliez pas qu'ils sont vos frères » dit le Prophète. C'est cependant en pays musulman, en raison de l'expansion de la culture du sucre (déjà !) qu'éclate la première révolte d'esclaves noirs, les Zandj, soulevés par un poète contestataire, adepte de la secte égalitaire des Kharedjites. La traite musulmane puisa largement dans les réservoirs humains du Soudan (« pays des Noirs, en arabe »).

Les voyages africains des Portugais prirent ce trafic à revers : la grande traite européenne débute au XV^e siècle. Quoiqu'elle ne fasse pas allusion à la

couleur de la peau du fils indiscret de Noé, la Bible est invoquée au secours des convictioss mercantiles. La « malédiction de Cham » commence sa sombre mais profitable carrière. Las Casas, ami des Indiens, fut une des causes directes des malheurs des Africains, il s'en accuse lui-même très humblement. L'humaniste belge Clénard note en 1535 : « Quand je suis entré pour la première fois à Evora, j'ai cru que j'avais pénétré dans quelque cité de diables, tant j'y rencontrais partout des Nègres. » Quel « humanisme » ! Avec ses navires baptisés « Jésus » et « L'Ange », l'anglais John Hawkins révéla les bénéfices de ce commerce à ses compatriotes. La concurrence, depuis, ne cesse de se multiplier. Mieux qu'un résumé la lecture de cet ouvrage procurera une vision renouvelée de cette ténébreuse entreprise dont l'Occident tire peu d'honneur et dont l'Islam donne encore le spectacle clandestin depuis la condamnation internationale de ce trafic. Une bibliographie sélective complète cette synthèse.

R.V.S.

BRUNSCHWIG Henri, *Le partage de l'Afrique noire*, Paris, Flammarion, 1971, « Questions d'histoire », collection dirigée par M. FERRO.

L'ouvrage d'Henri Brunschwig est particulièrement bienvenu à un moment où l'Afrique et ses problèmes font partie de notre vie économique, politique, sociale et culturelle quotidienne.

Le travail se divise en deux parties : les faits, les éléments du dossier et l'Etat de la question.

La 1^{re} partie permet de connaître globalement les faits qui ont permis l'entrée progressive de l'Afrique noire colonisée et dépecée dans la vie diplomatique et les conflits européens, et ce, de la fin du XVIII^e siècle à la fin du XIX^e siècle.

En une centaine de pages, l'auteur démonte les mécanismes de l'engrenage.

1^o Les crises nées de l'expansion démographique et du progrès technique débouchent sur un nationalisme qui pousse les Etats industrialisés d'Europe occidentale à s'intéresser à une Afrique noire abandonnée jusque-là

aux hommes de sciences, aux missionnaires, aux marins et aux mercantis.

2^o Prudents, les hommes d'Etat pour des raisons de politique intérieure ou extérieure — le fameux équilibre européen — laissent l'engagement s'amorcer grâce aux intérêts privés, préférant la « sphère d'influence » à « l'occupation effective. »

3^o Léopold II, qui désire cumuler les titres de roi des Belges et de souverain d'un Etat africain, contribue pour un grande part à introduire la politique en Afrique (1879).

Dès lors, Bismarck, arbitre de l'Europe, réunit la Conférence de Berlin (1884-1885) qui, à l'inverse de ce qui se dit couramment, ne partage pas l'Afrique, mais précise les conditions dans lesquelles elle allait être partagée ; pour les chancelleries, l'expansion restera un problème secondaire par rapport aux problèmes européens.

4^o Que reste-t-il aujourd'hui de ce partage ?

Les frontières artificielles tracées avant même que les territoires ne soient reconnus et occupés, négligent totalement les réalités africaines.

Dans l'immédiat, après l'indépendance et malgré de sanglants conflits, ces frontières subsistent et maintiennent un partage africain basé sur les grandes langues européennes des occupants. Et il semble qu'elles subsisteront aussi longtemps que l'Afrique n'aura pas assimilé les techniques d'un développement moderne et progressiste.

Dans la 2^{me} partie, nous trouvons :

1^o Une quarantaine de pages de documents s'échelonnant de 1842 à 1904,

2^o Vingt pages exposant les problèmes et querelles d'interprétation : causes du rapide succès européen dans la colonisation de l'Afrique noire, causes de la reconversion de Bismarck à la politique coloniale, course vers l'occupation du Congo, mythe du partage de Berlin, procédé de l' Hinterland et zones d'influence, opinion publique et groupes de pression.

A partir de 1903, la campagne menée en Angleterre surtout, contre les atrocités commises par l'Administration de l'E.I.C. ⁽¹⁾ à l'encontre de la population autochtone prend une ampleur considérable.

Le 20 mai 1903, la Chambre des Communes vote une motion demandant au gouvernement « de conférer avec les autres puissances signataires de l'Acte de Berlin, en vertu duquel l'Etat libre existe, à l'effet de prendre des mesures pour mettre un terme aux abus qui prévalent dans cet Etat ». ⁽²⁾ Le gouvernement se rallie à cette notion.

Toute la défense de l'E.I.C. sera basée sur le fait qu'il n'a pas été fondé sur l'Acte général de la Conférence de Berlin, mais par le roi Léopold II, l'E.I.C. étant constitué avant même la réunion de la conférence internationale ⁽³⁾.

Bien que faisant souvent appel à des exemples français et notamment en ce qui concerne l'attitude de l'opinion publique, cet ouvrage constitue un excellent outil de travail pour un professeur souhaitant traiter le problème des débuts de la colonisation en Afrique noire.

Dans le cadre d'une méthodologie active, il pourra conseiller à des étudiants des classes supérieures de l'enseignement secondaire et des écoles normales, la lecture d'un travail où des problèmes complexes sont exposés avec clarté et netteté.

Une chronologie, une carte politique simple, une bibliographie sélective par problème, un index complètent fort heureusement cet ouvrage.

M.A.

ASTIER LOUFTI Martine, *Littérature et colonialisme. L'expansion coloniale vue dans la littérature romanesque française, 1871-1914*, Paris, La Haye, Mouton, 1971.

Si l'historien s'attache généralement à la littérature spécialisée formée par les essais, les récits, les études relatives à la période coloniale et qu'il exploite comme sources d'information, il néglige souvent la littérature romanesque sur le même objet. Il se prive ainsi d'un instrument précieux de mesure de l'opinion et de compréhension de la mentalité du

peuple colonisateur. L'ouvrage que voici tente modestement de cerner les grands traits de la vision coloniale perçue à travers plus de cent-cinquante romans et un nombre équivalent d'autres textes. Il s'y force dans une intention de stricte objectivité qui ne rend ses observations que plus significatives. Il constate après une période de doutes et d'appréhensions propre aux années 1871-1890, les encouragements prodigués ensuite par les partisans de l'expansion coloniale, le développement des thèmes impérialistes, et enfin les inquiétudes et les protestations qui se manifestent devant les résultats qui se révèlent à quelques esprits clairvoyants.

Dans l'ensemble, constatons l'indifférence des populations métropolitaines, ignorantes et inintéressées par l'aventure coloniale, la coloration romantique donnée à celle-ci auréolée de plaisir sensuel et d'exaltation épique axée sur l'exotisme. Tous les auteurs ne se laissent pas leurrer cependant ni ne trahissent la réalité souvent sordide, alimentée au scandale permanent des relations entre colonisateur et colonisé basées sur l'élévation du premier et l'abaissement systématique du second. Une plongée profonde dans le subconscient et une vision révélatrice des forces qui animèrent tant d'idéalisme et tant de turpitude !

R.V.S.

SALMON Pierre, *Les carnets de campagne de Georges Bricusse*, (6 février 1894 - 18 juillet 1896), Bruxelles, Edition CEMUBAC, 1966.

Engagé à l'Armée belge à 16 ans, Georges Bricusse est nommé sous-lieutenant à 24 ans après être passé à l'Ecole militaire. Quatre ans plus tard, il entre au service de l'Etat indépendant du Congo. Un jeune lieutenant ni pire ni meilleur qu'un autre, sympathique par son franc parler, dont les carnets retracent dans le vif les réalités d'une « épopée » où les côtés curieux, voire plaisants, rejoignent les aspects

(1) Etat Indépendant du Congo.

(2) Le **Times**, 21 mai 1903 ; Le **Mouvement Géographique**, 24 mai 1903.

(3) *L'Etoile Belge*, 24 mai 1903. Journal officiel de l'E.I.C.

LES SCIENCES.

les plus hideux L'intérêt sympathique du nouveau venu cède assez vite la place à l'incompréhension fondée sur un surmenage qui aura finalement raison de sa santé. Il meurt à 30 ans. « Au revoir Bricusse, tu es un brave ! » Le monde où il s'était plongé s'était chargé de lui enlever son innocence. Le 11 juin 1894, il note cette conversation du capitaine F., commissaire du district de Coquilhatville : « Pendant le repas. M.F. nous raconte mille petits incidents bien intéressants. Il a eu au début assez de difficulté à dresser les indigènes. Il parle d'une palabre où S. a fait trancher pas mal de têtes. On lui demande les causes de ces palabres. « Oh répond-il, elles sont multiples. En voici une. Je réunis les chefs des villages voisins et leur ordonne de m'apporter contre *mitakos* (objet d'échange) un certain nombre de *chikwanges*, (manioc) du poisson, etc., nombre calculé en raison de la population, de la distance, etc. Au jour convenu pas de *chikwanges*. Devant cette mauvaise volonté manifeste, je leur fais la guerre. Un exemple a suffi, cent têtes tranchées et depuis lors les vivres abondent en cette station. Mon but est en somme humanitaire. J'ai supprimé cent existences, dit-il, mais cela permet à cinq cents autres de vivre. Là où la nourriture ne fait pas défaut, pas de maladies, pas de défection. D'autre part, tous les villages sont obligés de se livrer au travail, d'agrandir leurs plantations ; ils gagnent des *mitakos*, achètent des étoffes ; c'est en somme un commencement de civilisation (p. 56-57). »

Le 31 décembre 1895, autre notation : « La potence est dressée. La corde est attachée trop haut. On soulève le moricaud et on lui passe le nœud coulant. La corde tourne pendant quelques instants, puis crac, l'individu est à terre qui gigote. Un coup de feu dans la nuque et le tour est joué. Pas la moindre impression cette fois ! Et dire que la première fois que j'ai dû administrer de la *chicotte* (cravache) j'en ai pâli d'effroi. L'Afrique a du bon tout de même. J'irais au feu maintenant comme à une noce. »

Ironie ? Conviction ? L'apprenti est devenu maître ! Si je n'étais historien je songerais à Auschwitz. Mais comparaison n'est pas raison.

R.V.S.

MANN Hans-Dieter, *Lucien Febvre, la pensée vivante d'un historien*, préface de Fernand BRAUDEL, Cahiers des Annales 5L, Paris, Armand-Colin, 1971, 190 p., bibliographie.

Cette intéressante étude tente de faire revivre la pensée de Lucien Febvre à travers de larges extraits de ses écrits. Elle situe le grand historien par rapport à son temps en soulignant l'originalité de son œuvre et ses apports à un renouvellement de l'histoire. Les divergences de Lucien Febvre avec les historiens positivistes (Langlois et Seignobos) de la fin du XIX^e siècle l'amènent à poser la problématique de l'histoire en termes nouveaux sous l'influence des géographes comme Vidal de la Blache, des sociologues comme Simiand, Mauss et des philosophes comme Henri Berr. Les relations avec Marc Bloch et la fondation des Annales n'ont pas été oubliées, mais l'auteur se concentre surtout sur les diverses préoccupations de Lucien Febvre : liaison au milieu local et régional ; rapports de l'histoire avec la géographie humaine et la sociologie, histoire des mentalités, des idées et des sentiments. Sans accorder le primat à tel ou tel aspect dans l'évolution historique, il défend l'idée d'une « interdépendance des phénomènes ».

Son intérêt pour l'histoire locale et régionale ne l'écarte pas de l'histoire universelle et des civilisations non européennes. Il préconise l'étude d'une civilisation ou d'une société à un moment donné mais sans négliger les évolutions et les mutations. Les préoccupations de Lucien Febvre se sont orientées également vers la linguistique et il a posé les problèmes du structuralisme avant la vogue de cette conception de l'analyse sociale. Il introduit une position nuancée en soulignant : « Je réclame pour l'histoire le droit de s'intéresser à la fois aux structures et aux éléments de ces structures » et comme le souligne l'auteur « il est convaincu que la langue, la vision du monde... résultent d'une activité hautement créatrice de l'espace humaine, qu'en elles se revêtent des aspects bien autres que celui d'une activité reproductrice (ou bien étroitement dépendante) du milieu physique et social. »

Les grandes œuvres (La Franche-Comté, Philippe II et la Franche-Comté, la terre et l'évolution humaine, le problème de l'incroyance au XVI^e siècle, la religion de Rabelais, Autour de l'Heptameron, amour sacré et amour profane) servent de fondement à l'analyse de l'auteur mais les articles et notamment les comptes rendus ont été également largement utilisés en ce qu'ils révèlent les réactions de l'historien face à de très nombreux problèmes méthodologiques. Le livre est aussi utile parce qu'il donne une bibliographie très complète des écrits de Lucien Febvre et des travaux qui ont été consacrés aux problèmes qu'il soulève. Le lecteur regrette avec Fernand Braudel que les milliers de lettres, des cours et des manuscrits de cet historien si original ne soient pas encore livrés au public.

J.P.D.

ARDENER Edwin e.a., *Social anthropology and language*, dans *ASA Monographs*, n° 10, London, Tavistock publications, 1971.

L'anthropologie surprend constamment par l'originalité de ses investigations et les résultats auxquels elle parvient. L'historien ne peut ni les ignorer ni les mésestimer. Il peut au contraire en attendre un nouvel éclairage des problèmes qu'il se pose. Le présent ouvrage n'a pas la prétention d'apporter du neuf. Sous l'égide de l'*Association of social anthropologists of the Commonwealth*, il tend à relancer les études linguistiques dans leur rapport avec l'anthropologie sociale que les chercheurs britanniques semblent avoir négligés depuis l'époque de Malinowski. Sous une substantielle introduction destinée à poser le problème et à en fournir les linéaments, nous trouvons une douzaine d'essais groupés sous trois rubriques : Anthropologie sociale, langage et sociolinguistique, Multilinguisme et catégories sociales, anthropologie sociale et modèles linguistiques. Ils proposent une approche critique des deux disciplines vues sous l'angle de la classification, de la symbolique, du structuralisme. Ils traitent des variations du langage et de leurs corrélations sociales, ils livrent des cas, etc.

L'ouvrage, destiné aux spécialistes, se donne comme but d'introduire les travaux existants ou à venir, en les met-

tant en liaison avec les courants antérieurs.

R.V.S.

LE ROY LADURIE Emmanuel, *Histoire du climat depuis l'an mil*, dans « Nouvelle bibliothèque scientifique » dirigée par Fernand BRAUDEL, Paris, Flammarion, 1967.

L'Histoire ne serait pas l'histoire si elle ne connaissait un renouvellement continu de ses méthodes. Les progrès réalisés depuis trente ans sont comparables à ceux marqués dans l'historiographie au XVII^e siècle, lorsque les bénédictins de Saint-Maur codifient les règles de la diplomatique ou au XIX^e siècle, lorsque la critique historique s'enrichit des apports du positivisme. Sauf pour la forme du récit, l'historien d'aujourd'hui n'a plus que de lointains rapports avec la littérature. Il s'alimente pour le principal aux sources scientifiques les plus élaborées et les plus neuves.

Le présent ouvrage porte témoignage de l'usage que l'histoire peut faire de la géologie, de la glaciologie, de la météorologie, de la dendrologie, et inversement, de l'utilité de l'historien dans la recherche scientifique fine.

Le climat est une fonction du Temps ; il varie ; il est sujet à des fluctuations ; il est objet d'histoire. L'auteur s'attache ici à l'étudier en s'abstrayant le plus possible de l'influence de l'homme. Il s'attache à analyser les instruments d'une histoire climatique qui pourrait déboucher sur une histoire écologique dont les incidences sur l'économie et sur la démographie ne sont que trop évidentes.

Il est question ici de l'indiscrétion des arbres touchant les phénomènes pluviométriques, du bavardage des vendanges sur la température annuelle, des allées et venues des fronts glaciaires, révélateurs d'un réchauffement depuis le milieu du XIX^e siècle en Europe et de la matérialité d'un « petit âge glaciaire » aux XVII^e et XVIII^e siècles. Contrairement à ce qu'on pourrait croire, la recrudescence du froid n'a pas une action néfaste sur les récoltes, la dépression économique du XVII^e siècle ne devrait pas être recherchée de ce côté pour l'essentiel, sauf pour les pays nordiques.

On ne peut toutefois rien affirmer dans l'état actuel des connaissances. Les Germains du 1^{er} millénaire av. J.-C. auraient quitté leur habitat, chassés par les rigueurs du froid, les Scandinaves d'avant l'An Mil l'auraient fait pour des raisons inverses ! Mystère des causalités que l'historien est condamné à sonder toujours plus étroitement.

R.V.S.

KUHN Thomas S., *La structure des révolutions scientifiques*, dans Nouvelle bibliothèque scientifique, dirigée par Braudel Fernand, Paris, Flammarion, 1972.

L'ouvrage n'est pas neuf en édition française, mais qu'un physicien américain confesse comme il le fait ici l'importance de l'histoire et de son étude dans le développement de l'esprit scientifique mérite à coup sûr une large diffusion dans des pays européens trop enclins à se débarrasser de cette discipline.

Condamnant la formation scientifique trop formelle qu'il avait reçue, l'auteur constate que le « contact avec des théories et des pratiques scientifiques dépassées mina en profondeur certaines de mes conceptions fondamentales sur la nature de la science et les raisons de son succès particulier ». Il poursuit : « L'histoire, tout autant que ma propre expérience, m'amenaient à mettre en doute que les spécialistes des sciences de la nature fussent en mesure d'apporter à ces questions (divergences de méthodes, etc.) des réponses plus précises ou plus définitives que leurs collègues des sciences sociales. »

« L'histoire, affirme-t-il encore, si on la considérait comme autre chose que des anecdotes ou des dates, pourrait transformer de façon décisive l'image que nous nous faisons de la science d'aujourd'hui. » Et de dénoncer les manuels et les classiques de la science basés sur des conceptions stéréotypées et des vues a-historiques.

Penché sur l'évolution de ce qu'il nomme la « science normale », il en dégage les structures types de la révolution scientifique caractérisée par la conformité à un paradigme, l'opposition à la recherche de phénomènes d'un genre

nouveau, l'intolérance dès lors à l'invention. Le rôle de l'homme de science consiste à mettre de l'ordre dans les pièces de puzzle, c'est-à-dire à résoudre les énigmes. Un état de crise s'installe lorsque l'on commence à buter : la découverte commence avec la conscience d'une anomalie. Cette prise de conscience peut durer longtemps, ce qui rend difficile de préciser tant le moment de la découverte que son auteur. Il suffit de contrôler le florilège national de chaque pays pour constater que chacun a tout inventé : Smith, Popov ou Dupont. Dès que le changement apparaît comme inévitable, malgré les résistances, s'établit un nouveau paradigme et avec lui la science continue, la révolution est faite. La vision du Monde change et avec elle les instruments de la science. Les théories anciennes ne sont donc pas moins scientifiques que les anciennes. L'étude des démarches de la pensée peut ainsi aider à résoudre des obstacles sur la route d'un progrès caractérisé par des mutations importantes.

L'Histoire est une école de modestie. Tout ceci se constate à l'aide d'exemples puisés aux domaines de la physique et de la chimie, par une lecture agréable et aisée. La postface éclaire le concept, assez subtil ici, de paradigme.

R.V.S.

DEVEREUX Georges, *Essais d'ethnopsychiatrie générale*, dans *Bibliothèque des Sciences humaines*, Paris, Gallimard, 1971.

En une époque où les sociétés semblent de plus en plus se désarticuler et où les individus souffrent de plus en plus de névroses et de psychoses, il n'est pas vain de recourir à des ouvrages comme celui-ci qui, pour venir d'outre-Atlantique n'en est pas moins messager d'une vision singulièrement pénétrante des phénomènes sociaux dans leurs aspects psychiques. Il aide à coup sûr l'historien à décrypter bien des notations apparemment claires et cependant bien ambiguës.

Nous ne prendrons comme exemple des désordres ethniques qu'il évoque que celui du *berserk* des anciens Scandinaves qui pendant des siècles lança les Vikings à l'assaut des côtes européennes. Il n'est pas inutile de le rapprocher de l'*amok*

des Malais qui permet de contrôler des désordres de nature diverse en les extériorisant dans une voie pré-déterminée. Le bouffon, comme bouc émissaire, ne joue-t-il pas un rôle à la cour des anciens rois ?

Un livre difficile, à lire par petites gorgées !

R.V.S.

JAUBERT A., LEVY LEBLOND J.-A.,
Auto-critique de la science, Paris, Le Seuil, 1973.

Ce livre est un témoignage actif sur les mouvements de contestation des scientifiques, en retard sur mai 1968.

Sympathisants de ce mouvement, les auteurs ont groupé des textes d'origines différentes : tracts, études, dessins, sur quelques thèmes centraux. Ils n'expliquent rien, ils ne proposent aucun remède. Ils détruisent le mythe de la science et de l'homme de science.

Ils posent des questions : la science agit-elle dans la société pour son bonheur ou son malheur ? Peut-on dire : Patron labo = Patron d'usines ?

Ici, les auteurs répondent oui - d'où le sentiment d'infériorité et de frustration des jeunes chercheurs. L'accent est mis aussi sur la collusion entre scientifiques et militaires.

Autre question qui émane des textes : comment articuler autrement qu'on l'a fait jusqu'à présent ce désir de savoir avec le désir de révolution ?

L'auto-critique de la science faite par certains, qui veulent modifier le monde, mais qui ne sera pas acceptée par tous les scientifiques, et peut-être même jugée dangereuse.

Intéressant, mais difficile à lire.

J.D.

GUSDORF Georges, *Les principes de la pensée au siècle des lumières*, dans *Les sciences humaines et la pensée occidentale*, t. IV, coll. « Bibliothèque scientifique », Paris, Payot, 1971.

La vérité du XVIII^e siècle, c'est une recherche engagée de la vérité à laquelle

participent des représentants de l'Europe entière et pas seulement, comme on l'enseigne encore trop, de la France. Ce siècle étonnant invente les idées maîtresses du monde contemporain : lumières de la raison et de la science, progrès dans le sens de développement, civilisation comme valeur morale et comme fait de culture, humanité au sens simultané d'amour de l'homme et de cosmopolitisme, assistance publique envers toutes les infortunes, tolérance au titre de protectrice des individualités, fraternité universelle dans la recherche de la vérité incarnée dans la Franc-Maçonnerie, révolution comme adaptation de l'homme aux nécessités de son temps, utilité comme poursuite du bonheur de la pluralité, le Welfare State en quelque sorte, le luxe enfin comme civilisation de la consommation.

Tous ces points sont traités d'une plume érudite par un esprit subtil dans un texte dense et richement documenté. L'auteur n'ignore évidemment point la condition de l'intellectuel de ce temps, son caractère de minorité plus ou moins internationale, promise à une promotion caractéristique d'une époque où les princes se disputent des cerveaux libérés du poids du mécénat et où prend forme une espèce d'homme universel.

Le mérite de l'œuvre est de baser sa réflexion sur les sources originelles, à savoir les œuvres, — largement citées pour le bonheur des professeurs, — des « philosophes » lumières de ce siècle éclairé.

Il conclut cet épais volume en soulignant des rayons les ombres, c'est-à-dire les réactions contre la primauté étouffante de l'intellect, le renouveau religieux populaire, la poussée du romantique et du sentimental étendue à toutes les classes, la recherche de l'originalité du moi, l'élan de l'enthousiasme et le génie étendu à toute chose, la découverte de la vie privée, la valorisation de l'ennui, paradoxal moteur du désir, facteur de passion et d'agitation. « L'espace de Newton est le vide du cœur » constate Max Scheler, vient ensuite l'affirmation du moi. Trop de science n'implique-t-il pas des retours que ne démentiront par nos actuels « mystiques ».

R.V.S.

ECONOMIE ET TECHNIQUES.

FAVIER, J., *Finance et fiscalité au bas Moyen Age*, S.E.D.E.S., Paris, 1971.

L'époque du bas Moyen Age retient de plus en plus l'attention des collections historiques. Ce volume a pour but de familiariser les étudiants avec les problèmes financiers, à travers des documents monétaires, financiers et fiscaux. Cependant, il ne s'agit nullement d'un manuel d'histoire fiscale. Cent septante-cinq documents illustrent des notions fort variées : les revenus ordinaires, la monnaie, la charge publique, l'impôt direct et indirect, le mouvement des fonds, etc.

Une très copieuse bibliographie (pp. 312-346) permet de multiples recherches. Cette liste signale des ouvrages et des textes consacrés à l'Europe occidentale. Ce volume rendra de grands services pour aborder les crises de la fin du Moyen Age, en évitant les aspects trop superficiels.

P.B.

SPRANDEL, R., *Das Eisengewerbe im Mittelalter*, Stuttgart, Anton Hierseman, 1968.

Au V^e siècle, la production de fer est modeste en Europe. La technique de la sidérurgie semble marquer un avantage en faveur des Barbares. Les épées franques et nordiques sont un des rares objets du commerce de luxe de ce temps. Sous les carolingiens se multiplient les édits prohibant le trafic, mais il reste que jusqu'au XIII^e siècle tout objet métallique est entouré du plus grand respect et transmis avec précaution. Au XII^e siècle, les moines cisterciens relancent la sidérurgie qu'il exploitent en régie directe. Les seigneurs adaptent les redevances à une meilleure rentabilité des « ferrières » qui se multiplient, provoquant une croissance importante de la production au XIII^e siècle. La commercialisation, liée à la production, est influencée par les hommes d'affaires touchant aux milieux princiers.

L'adoption de la force hydraulique pour animer les martinets et les soufflets bouleverse les données de la production en permettant notamment l'ex-

ploitation de minerais de teneur plus faible. Il ne semble pas que la pénurie de bois ait pu freiner sérieusement le développement du procédé indirect découlant de l'adoption de l'affinage. La production ne croît cependant pas très fort au XV^e siècle, passant de 25-30.000 tonnes à 40.000 en 1500. Les prix restent élevés, ils sont influencés par le coût du minerai dont l'extraction se fait moins souvent sur les lieux d'exploitation. Si le prix du transport reste réduit, les droits de douane, le profit marchand sont lourds. L'industrie maritime est favorisée par le coût réduit des transports par mer (déjà). Le prix du bois dans certains cas exceptionnels peut atteindre 70% du prix de revient du fer forgé. Les salaires ne représentent qu'un volume proportionnellement décroissant du produit brut grâce à la productivité en hausse en raison des progrès techniques.

Il y a indice d'une baisse lente des prix à partir du XV^e siècle en Europe occidentale, mais il faudra trois siècles pour assister au démarrage de l'industrie sidérurgique contemporaine.

De nombreux tableaux et diagrammes rendent cet ouvrage utile aux enseignants.

R.V.S.

BAIROCH Paul, *Structure de la population active mondiale de 1700 à 1970*, dans *Annales, Economies, sociétés, civilisations*, t. 26, p. 960-976, Paris, Colin, 1971.

Les sociétés européennes d'avant 1850 se caractérisaient par une grande inter-pénétration des activités économiques. Le travail textile, la construction, le transport, la distribution étaient associés à l'agriculture dans une économie fermée. L'alimentation reste évidemment dominante à 70-80%. A l'intérieur des branches se produisent de grandes mutations durant le dernier siècle. Le textile et le vêtement qui représentent 65% des manufacturiers en 1860, n'atteignent plus que 20% en 1960. Des activités totalement inconnues alors sont aujourd'hui florissantes.

Dès 1810, l'Angleterre nourrit sa population avec 35% de ces actifs dans l'agriculture. Le Monde en compte au-

jourd'hui encore 60% dont la production moyenne est cependant inférieure avec 2.200 kg à l'hectare que celle des 60% d'agriculteurs des pays développés seuls avec 2.700 kg/ha en 1860.

Si, pour ce qui est du Monde de 1960, le pourcentage d'emplois agricoles se rapproche de la structure des pays développés vers 1860, le niveau d'emploi des industries manufacturières est seulement comparable à celui qui était atteint par ces pays vers 1800-1820. La part du tertiaire est relativement importante dans les pays sous-développés en raison de l'hypertrophie due à l'extension pléthorique de la distribution commerciale et des services publics, ainsi que de l'incapacité du secondaire d'absorber le surplus du primaire.

La structure mondiale de la population active se modifie lentement par suite du poids démographique restreint des régions touchées par la révolution industrielle :

1700 0%	1800 6%	1900 34%
1760 1%	1860 14%	1970 30%

La baisse de 1970 s'explique par l'importance du cru démographique dans les pays sous-développés depuis 50 ans. Le taux d'accroissement annuel des actifs engagés dans l'agriculture passe de 0,4% en 1700 à 1,1% en 1960 pour la même raison. Le tertiaire dépasse le secondaire vers 1870. Aux U.S.A., il atteint 60% de l'ensemble.

Voilà quelques données commentées par l'auteur dans cet article condensé, illustré de cinq tableaux qui résument toute l'évolution démographique et économique du Monde depuis 1700.

R.V.S.

ANDRE-FELIX, A., *Les débuts de l'industrie chimique dans les Pays-Bas autrichiens*, Institut de Sociologie, U.L.B., Bruxelles, 1971.

Vers 1759, un Anglais, Thomas Murry, installe près de Vilvorde, au château de Crayenhoven de Ransbeek, entre Marly Trois-Fontaine, la première « fabrique d'eau forte et d'huile de vitriol », et ce, avec l'aide de l'Etat. L'industrie chimique est intéressée par la production des produits fondamentaux, à savoir l'acide

sulfurique, l'acide nitrique et le chlorure d'ammonium. Au XVIII^e siècle, ces trois produits portent les noms de vitriol, eau forte et sel ammoniac. Dans nos régions, la naissance de ces industries est fort tardive ; cette situation est due, semble-t-il, à la stagnation des connaissances théoriques, au manque de débouchés et à l'imperfection des fabricats. Ces produits sont achetés essentiellement par des industriels du textile. Les teinturiers et les imprimeurs sur coton utilisent le vitriol. L'eau-forte sert principalement dans les industries de transformation des métaux (affineurs et monnayeurs) et dans l'industrie textile (chapeliers, fourreurs, etc.) ; le sel d'ammoniac servait aussi aux étameurs de cuivre et de fer. Les procédés décrits par l'auteur au début de l'implantation de l'industrie sont encore essentiellement artisanaux dans nos régions. Ils s'industrialisent peu à peu.

Etudier ces techniques, c'est retrouver les traditions des alchimistes et des apothicaires qui en possédèrent le monopole pendant des siècles.

L'illustration comprend des photos des procédés de fabrication, de l'usine des frères P. et D. Vander Elst à Saint-Gilles, etc. Ces documents iconographiques sont accompagnés de la correspondance échangée entre le chancelier Kauntznitz et le ministre plénipotentiaire Cobenzl. L'auteur concilie de manière heureuse les connaissances relatives aux sciences et une formation historiques.

P.B.

J.-P. RIOUX, *La révolution industrielle 1780 - 1880*, Collection Points H 6, série histoire, Editions du Seuil, Paris, 1971.

Ce livre correspond particulièrement bien au but que s'est fixé cette collection : faire le point d'un problème déterminé à travers les différentes théories émises par les historiens spécialistes du sujet. Conscient de la complexité du problème de la révolution industrielle, J.-P. Rioux nous présente les conclusions les plus solides et les hypothèses de travail les plus intéressantes.

Quand commence la révolution industrielle ? Quelles conditions président à

son démarrage et à son expansion ? Quand faut-il en interrompre l'étude dans le temps ? En parlant des classes et des individus, jusqu'à quel niveau peut-on ausculter en eux le contre-choc des nouveautés techniques et sociales ? Voilà quelques-unes des interrogations fondamentales sur lesquelles il étaye son analyse.

Dans un premier chapitre intitulé : *Vers le nouveau monde* J.-P. Rioux étudie les économies préindustrielles dans les pays d'Europe occidentale et analyse chacune des causes possibles de la révolution industrielle : les révolutions agricole, démographique, le rôle des marchés et des investissements, celui de l'évolution des mentalités et des politiques pour constater que le rôle déterminant semble avoir été joué en Angleterre dans la phase initiale du décollage par l'ouverture entre 1750 et 1770 de nouveaux marchés en Extrême-Orient pour les cotonnades manufacturées en Angleterre et que cette demande accrue fut à l'origine des développements technologiques qui ont caractérisé le type anglais de révolution industrielle. J.-P. Rioux consacre la fin de ce chapitre à une analyse des différences que présente la révolution industrielle ailleurs et en particulier en France.

Le chapitre suivant est consacré aux « *Techniques et circulations nouvelles* ». L'auteur y rappelle que ce sont les exigences du marché qui provoquèrent le développement de mécaniques susceptibles d'accroître production et rentabilité. Il y montre comment aux artisans ingénieurs du XVIII^e siècle succédèrent chercheurs, techniciens et ingénieurs et à quel point le rail et son développement, pures créations capitalistes vont accélérer la révolution industrielle, drainer l'épargne et les capitaux flottants et révolutionner l'appareil bancaire moderne.

Poussée par les rythmes accélérés d'une circulation moderne, la croissance industrielle s'entretient d'elle-même, crée de nouvelles conditions à son développement ; ce qui permet à J.-P. Rioux d'analyser dans un troisième chapitre intitulé « *Croissances* » ces conditions nouvelles, c'est-à-dire les mouvements de prix auxquels productivité et croissance se trouvent liés, les mouvements de ca-

pitaux plus importants auxquels s'adapte l'appareil bancaire du XIX^e siècle (par le développement des dépôts à terme, des sociétés mutuelles, des caisses hypothécaires, des compagnies d'assurances) et l'évolution des Etats industrialisés du protectionnisme au libre-échange. Dans ce chapitre sont également analysés le développement comparé des secteurs cotonnier, de la houille, de la sidérurgie et les circonstances de la révolution industrielle, pays par pays. L'auteur dégage les filiations, les originalités de leurs croisances avec en toile de fond une chronologie sommaire des étapes de cette industrialisation. Sont analysées les révolutions industrielles en Angleterre, en Allemagne, en France, aux Etats-Unis, groupées sous le dénominateur commun d'économies dominantes. Vient ensuite l'étude des révolutions industrielles d'un groupe de pays qui se lancent dans la révolution industrielle pendant le dernier tiers du XIX^e siècle, toujours avec la même originalité mais au prix des plus grandes difficultés à cause de l'avance prise par les économies dominantes : il s'agit de l'empire d'Autriche, de l'Italie, du Japon.

Dans une quatrième partie, J.-P. Rioux aborde l'étude des « *Dominations et crises* ». Les baisses de tarifs de fret favorisent les nations aux flottes puissantes et anciennes. Cela permet aux grandes nations industrialisées de se transformer en « pays usines » producteurs de produits manufacturés qui dominent des pays acheteurs de produits manufacturés, producteurs de matières premières et de produits alimentaires et qui servent de « débouchés » aux pays usines. J.-P. Rioux explique aussi dans ce chapitre comment le libre-échangeisme constitue un facteur d'impérialisme et explique à titre d'exemple comment l'Amérique latine, la zone méditerranéenne, la Russie, l'Extrême-Orient furent exploités. Il fait l'historique des crises, les classe et analyse les rapports de ces crises avec les mouvements séculaires et cycliques de la vie économique de 1815 à 1885.

Dans la cinquième partie : « *Villes, usines et ouvriers* », l'auteur aborde le problème sous son angle social, et y montre à quel point la révolution industrielle a provoqué une profonde recons-

truction de la société appuyée sur une exploitation rationalisée du travail de tous ceux qui ne possèdent pas les moyens de production moderne. Y sont successivement analysés la mutation des villes, leur évolution vers le gigantisme, le rôle des voies ferrées dans leur développement, les besoins nouveaux de ces agglomérations urbaines d'un nouveau type, les usines, l'organisation, puis la disparition du « domestic system », la concentration financière et sociale des entreprises, sociétés anonymes, trusts, l'exploitation ouvrière, loi naturelle du capitalisme en expansion, l'éveil de la conscience ouvrière et du syndicalisme.

Le dernier chapitre « *Le triomphe bourgeois* » montre que la bourgeoisie capitaliste et le prolétariat ouvrier ne furent pas les seuls à subir une mutation profonde. Avec plus de nuances, de lenteurs que le monde de l'usine les paysans guettés par l'appauvrissement, les classes moyennes en plein épanouissement sont indirectement les héritiers de la révolution industrielle sans en prendre toujours conscience. En revanche, assurée et satisfaite du haut de son capital et de ses vertus, la bourgeoisie multiforme étend sa puissance. L'histoire édifiante de quelques dynasties d'industriels achève cette remarquable étude particulièrement complète.

R.R.

THUILLIER, G., *La réforme monétaire de 1785*, dans *Annales, Economies, Sociétés, Civilisations*, t. 26, p. 1031-1051, Paris, Colin, 1971.

Le franc Poincaré institué en France en 1928 fait suite à 143 ans d'un système bimétallique issu de la réforme monétaire imposée par le gouvernement Calonne en 1785 et basé sur le rapport or/argent de 1/15,5.

En 1725, le rapport avait été officiellement fixé à 1/14,5. Mais en 1779, il était à 1/15,7 en Espagne, 1/15,6 au Portugal, 1/15,2 en Angleterre. L'or français s'échangeait en masse contre des piastres d'argent qui faisaient prime sur le marché français. Les inégalités de titre des divers monnayages d'or alimentaient également la spéculation et compliquaient la situation financière difficile du pays.

De l'opération de refonte totale des espèces d'or, le gouvernement attendait trois choses : le rééquilibrage du louis d'or, l'uniformisation du titre, la « déthaurisation », facteur d'abondance monétaire, donc de baisse du taux d'intérêt.

L'opération provoqua beaucoup d'émotion, car elle se traduit par un emprunt dérobé dont le succès fut grand. Débordée par les espèces, la Monnaie émet du papier contre lequel protestent le Parlement, les cours des comptes, des aides et des monnaies. Chargé des plus noires intentions, Calonne dut se justifier après la chute de son gouvernement en 1787.

L'avenir lui a donné raison ; de fait, la monnaie devint plus abondante sur le marché, les prix tendirent à la hausse, les effets nocifs furent faibles sur le plan étranger en regard de l'avantage réel sur le change désormais où l'or revient favorable à la France, les fonds rapatriés d'Angleterre en espèces monétaires y retournent en nature grâce au traité de commerce contemporain de l'opération. Celle-ci s'avère donc un succès dont le gage est qu'après l'intermède des assignats, la loi du 7 germinal an XI en perpétue les principes jusqu'en 1928. La France entraînait enfin dans le jeu financier préparé par la Suisse et par le Royaume-Uni. La suite démontre qu'elle ne sut pas tenir le diapason. Le Veau d'Or ... !

R.V.S.

PECHEUX, J., *La naissance du rail européen, 1800-1850*, Paris, Berger-Levrault, 1970.

Nos bibliothèques de classe ont besoin d'ouvrages de référence abordables par des pré-adolescents. Il est en effet propre à la méthodologie de l'enseignement rénové de rendre l'élève expert dans l'art de s'informer par lui-même. Or ce genre d'ouvrage simple, clair, honnête, sans prétention est rare. Nous en trouvons ici un spécimen d'autant plus estimable. Que de chemin parcouru depuis les premières expériences d'adaptation de la traction à vapeur à la voie ferrée. Attraction foraine ou engin utilitaire, la machine à vapeur connut des débuts difficiles. louée des uns, honnie des autres ; et d'illustres victimes, tel le Premier Hutchisson écrasé lors du voyage inau-

gural de la « Fusée » entre Manchester et Liverpool. Un livre anecdotique et bien documenté où la part de la Belgique pour ne pas être ignorée est néanmoins remise à sa place dans un contexte européen. En 1834, il y a en France 150 km de voies ferrées commerciales ! Avec une locomotive à vapeur Seghin ! Moins heureuse, l'Autriche se contentait d'une voie ferrée entre Linz et Budweis, dont 56 km étaient construits en 1827, avec traction chevaline ! Une belle introduction à la révolution ferroviaire pour nos jeunes élèves.

R.V.S.

VIRE, Liliane, *La distribution publique d'eau à Bruxelles 1830-1870*, Bruxelles, Pro Civitate, Collection Histoire, in 8°, 33. 1973, 238 p., 3 annexes, 1 pl.

Cette étude, honorée du prix Pro Civitate en 1970, est consacrée à un sujet nouveau pour les historiens. Son intérêt provient notamment du fait que l'auteur a étudié les aspects sanitaires et sociaux de l'entreprise à côté des aspects techniques et financiers. L'étude situe très bien le problème de Bruxelles dans le contexte belge et européen de l'installation de la distribution d'eau au XIX^e siècle. Les moyens traditionnels d'approvisionnement en eau de Bruxelles (puits et fontaines, machine hydraulique de St-Josse) peuvent de moins en moins faire face aux besoins après 1830. Divers projets seront présentés à la ville à partir de 1844, mais elle ne s'y intéressera qu'à partir de 1846 et un projet sera adopté en décembre 1852 à une époque où le gouvernement Rogier (1848-52) veut lutter contre l'insalubrité. L'eau provenait de la région de Braine-l'Alleud et était distribuée en ville à partir d'un réservoir situé à Ixelles. Le coût total des travaux s'éleva à neuf millions, mais les abonnements étaient relativement nombreux pour l'époque (deux maisons sur cinq en 1866) tant dans la ville que dans les localités voisines qui formaient agglomération avec Bruxelles. Toutefois, le coût de l'eau (fixé au départ d'après la valeur de la maison) devra être revu et augmenté de même que des compteurs seront placés pour éviter une charge trop lourde à la commune. Le nouveau service sera organisé en régie avec toute une administration. Cette réalisation spectaculaire (la première du genre en

Belgique) n'échappait cependant pas aux critiques : eau de qualité discutable, insuffisance de celle-ci aux périodes sèches, pas de bornes-fontaines gratuites et suppression des anciennes pompes dans certains cas (difficultés d'approvisionnement pour les plus pauvres), progrès limités de l'hygiène et de la salubrité (manque d'égouts, mauvais équipements sanitaires des habitations). Toutefois, son utilité n'est pas discutable. Ce service public est déjà conçu comme la distribution actuelle (mais pour moins de la moitié des habitants). Il est de plus utilisé pour l'arrosage et le nettoyage de la voie publique, les fontaines d'embellissement et la lutte contre l'incendie.

Ce beau travail intéressera les professeurs d'histoire, car il leur donne la possibilité d'étudier concrètement un des problèmes importants de la vie urbaine au XIX^e siècle. Il fournit aussi des documents et des commentaires sur des problèmes sociaux et démographiques. La riche bibliographie citée par l'auteur concerne tous les problèmes qu'elle est amenée à évoquer.

J.-P. D.

MIQUEL, Pierre, *Economie et société dans la France d'aujourd'hui*, coll. « Où en est la France ? », Nathan, Paris, 1971.

Ouvrage de synthèse offrant une vue d'ensemble de l'économie et de la société dans la France actuelle.

Le livre est un aperçu clair, bien informé, introduit par un résumé succinct de la situation avant 1850.

Une bibliographie sommaire figure en fin de chaque chapitre.

L'ouvrage peut rendre de grands services aux professeurs et aux étudiants intéressés par l'étude de la France contemporaine.

A.G.L.

HUET, P. et DE SAILLY, J., *La politique économique de la Grande-Bretagne depuis 1945*, dans *Cahiers de la fondation nationale des sciences politiques*, Paris, A. Colin, 1969.

Voici les éléments d'un cours professé à l'Institut d'études politiques de Paris.

Il rassemble de manière raisonnée et documentée les aspects contemporains de la politique économique de la Grande-Bretagne. Mais il les envisage de manière très large en débordant les limites chronologiques et en se penchant sur les matières sociales en rapport avec l'économie. Ils sont nombreux : problèmes démographiques depuis le début du XX^e siècle, politique de l'emploi, éducation et formation professionnelle, organisation syndicale et politique des salaires depuis la fin du XX^e siècle, sécurité sociale, etc.

Les activités proprement économiques sont détaillées avec leurs antécédents tant en ce qui concerne la politique agricole que la politique énergétique, celles des transports, celles de l'industrie, du commerce et de la concurrence dans ses mutations au XX^e siècle, les éléments de la planification. Les comptes, vus sous l'angle budgétaire et fiscal, de la politique commerciale extérieure et de la balance des paiements, de la politique monétaire et du crédit, de la politique conjoncturelle sont traités de la même manière, avant d'aborder l'étude de l'espace économique, le Commonwealth, la zone sterling et, enfin les espérances placées dans le marché européen.

Quarante tableaux fournissent des statistiques comparatives extrêmement éloquentes permettant de situer exactement la Grande-Bretagne par rapport aux autres nations mondiales. Au total, un ouvrage de référence précieux en raison de la somme de données récentes qu'il contient même s'il s'arrête, fatalité des événements, au moment où l'Angleterre frappe à la porte du Marché commun européen.

R.V.S.

LES MOUVEMENTS OUVRIERS.

MOISSONNIER, Maurice. *La première Internationale et la Commune à Lyon*, éd. Sociales, Paris, 1972.

En février 1853, le procureur général de Lyon écrivait dans son rapport trimestriel : « L'exploitation de l'homme par l'homme, la tyrannie du capital, tout le langage égalitaire de la philosophie égalitaire de tous les siècles, qui semble mis en oubli parce que les journaux

n'en parlent plus est au contraire grossièrement conservé dans la pensée des classes ouvrières et forme la base de ses convictions politiques... Vainement, le gouvernement impérial manifesterait une vive sympathie pour les classes ouvrières, il ne pourra ici détruire les dispositions mauvaises. » Et certes, la ville des canuts devenue depuis les insurrections de 1821 un grand centre industriel où la métallurgie et la chimie concurrencent la soie n'allait pas démentir ces prédictions.

La lutte ouvrière à Lyon sera soutenue par la section locale de l'Internationale, vivante et animée mais sujette aussi à des tiraillements internes et à des influences extérieures.

Dans ce récit, tantôt l'auteur s'élève au-dessus du quotidien ; tantôt, avec émotion, il suit la vie misérable et difficile des militants mais aussi des hommes et des femmes du rang.

Pour mener à bien ce travail, l'auteur a dépouillé avec grand soin les archives lyonnaises et la presse locale dont il cite de larges extraits. Et si, comme il l'écrit dans son avertissement « le difficile apprentissage des luttes de classes réelles dans une situation politique complexe, dans un monde en transformation, compte tenu de l'héritage historique qui pèse sur chaque militant, n'est jamais chose facile », il a eu le grand mérite de démêler et d'expliquer pour le lecteur les éléments extrêmement complexes de cette partie importante de l'histoire du mouvement ouvrier français.

M.R.V.

ISRAEL, Joachim, *L'aliénation. De Marx à la sociologie contemporaine*, Paris, Ed. Anthropos, 1972,

L'auteur étudie l'utilisation du terme « aliénation » par Marx dans la perspective historique de son œuvre et rappelle que Marx a été le premier à introduire le terme dans un contexte sociologique.

Marx restant le centre de l'étude, l'auteur élargit son propos en examinant le concept d'aliénation de Rousseau à Marcuse en passant par Hegel, Durkheim, Wright, Mills et bien d'autres.

Au terme de cette recherche, l'auteur constate que le terme « aliénation » reste extrêmement ambigu ; en effet, selon que l'on utilise ce mot dans un contexte religieux, sociologique, politique, économique, psychologique, etc., selon que l'utilisateur est marxiste ou bourgeois, le mot prend des résonances différentes.

Dès lors, l'auteur propose de remplacer la notion d'aliénation par celle de réification. Dans un chapitre très intéressant, il analyse cette notion à la lumière des sociétés et des théories contemporaines et accompagne sa démonstration de toute une série de schémas très clairs qui servent une pensée très dense.

On peut regretter l'absence de bibliographie systématique et d'index, mais de nombreux ouvrages sont cités dans le courant du texte.

M.R.V.

DOMMANGET, Maurice, *Histoire du premier mai*, coll. Archives et documents, éditions de la Tête de Feuilles, Paris, 1972.

1^{er} mai 1886 : 5000 grèves et 340.000 grévistes aux USA, sur un mot d'ordre uniforme : « A partir d'aujourd'hui, nul ouvrier ne doit travailler plus de huit heures par jour ! Huit heures de travail ! Huit heures de repos ! Huit heures d'éducation ! »

A partir de cette date de départ, l'auteur étudie les manifestations du premier mai dans le temps et dans l'espace en choisissant des dates-clés telles les années 1890-93, les premiers mai de la première guerre mondiale, le 1^{er} mai 1936 en France, etc.

En retraçant l'évolution du premier mai, Dommanget fait en même temps l'histoire des luttes prolétariennes de 1886 à 1947 et annonce un autre volume qui poursuivrait au-delà de cette dernière date.

A l'origine, le premier mai était « une démonstration, une commémoration, une fête, une affirmation ; c'était, selon Jaurès, « l'affirmation de l'universelle entente des travailleurs » au-delà de toute dissension sur les doctrines.

Comme l'écrit Dommanget : « Cette mobilisation annuelle a une double valeur, car c'est à la fois un avertissement périodique pour le capitalisme et un test pour le prolétariat touchant sa progression ou sa régression. »

A l'aurore du mouvement ouvrier, c'est la progression qui l'emporte ; on ne croit pas une régression possible. » Les 1^{er} Mai répétés auront raison de la société bourgeoise. Il n'est pas de régime qui puisse résister à ces rendez-vous annuellement donnés aux mécontentements et aux aspirations d'un prolétariat de plus en plus conscient, s'affirmant un de volonté et d'action par-dessus les frontières, à travers la diversité des langues et des races. Tôt ou tard, malgré les Lebel de Fourmies, il faudra se soumettre d'abord, se démettre après. » (Guesde)

Il est certain qu'à notre époque, les salariés habitués au chômage légal et payé du 1^{er} mai, se souviennent peu du sacrifice et du danger que représentait naguère le chômage volontaire et que le 1^{er} mai est devenu pour beaucoup une fête banale parmi d'autres.

L'avenir transformera-t-il la fête du travail ? Acceptons-en l'augure avec Dommanget : « Le passé enseigne l'avenir. Le 1^{er} Mai, qui, pendant plus de 60 ans, a su résister à toutes les bourrasques et a su élargir considérablement le champ de son activité, saura se dépasser en se renouvelant. »

M.R.V.

LEFRANC Georges, *Grèves d'hier et d'aujourd'hui*, Aubier-Montaigne, Paris, 1970.

Le livre s'ouvre sur une liste des publications de l'auteur qui nous rappelle, si besoin en est, que Lefranc est un spécialiste de l'histoire du mouvement du travail.

Lefranc rappelle l'apparition récente ($\pm$ 1805) du terme « grève » au sens de cessation volontaire et collective du travail et passe en revue les autres façons d'appeler la grève selon les époques et les régions.

Ayant constaté l'impossibilité de classer les grèves de façon systématique en grèves corporatives et grèves in-

terprofessionnelles, grèves revendicatives et grèves politiques, grève locales, régionales ou nationales, l'auteur en vient à montrer à quel point ces critères s'interpénètrent et à étudier à propos de chaque grève envisagée ce qu'elle a apporté d'éléments originaux.

L'ouvrage se présente en trois parties :

Grèves d'hier : la grève prend une importance croissante ; les éléments de base de cette étude sont : une grève de l'époque pharaonique d'après le papyrus de Turin ; ensuite, trois siècles agités en France, les XII^e, XVI^e et XVIII^e siècles et l'hostilité croissante des pouvoirs publics envers les coalitions ouvrières ; les premières grèves corporatives chez les mineurs : la Loire (186J), Decazeville (1886), Nord et Pas-de-Calais (1891).

Puis l'auteur passe des grèves interprofessionnelles à la grève générale où nous sommes particulièrement heureux de trouver une étude des grèves belges (avril 1893, avril 1902, avril 1913) pour l'obtention du suffrage universel.

Avec les grèves d'après 1918, le problème s'élargit aux grèves étrangères et montre l'influence de la révolution soviétique : en Suisse (1918), en Allemagne (mars 1920), en Italie (août 1920), en Grande-Bretagne (mai 1926).

Grèves d'aujourd'hui : La grève générale s'accompagne d'une tactique nouvelle apparentée à la guérilla ; s'y ajoute aussi l'influence de la conjoncture internationale. Voici les événements étudiés dans ce chapitre : grèves professionnelles américaines de 1945-46, grève politique en Tchécoslovaquie en février 1948, trois grèves de métallurgistes (Saint-Nazaire en été 1955, Slesvig-Holstein en 1956-57, aux USA en 1952 et 1959). Vient ensuite la grève généralisée en Belgique de décembre 1960 à janvier 1961.

Le chapitre se termine sur la grève générale de mai 1968 en France.

Problèmes actuels de la grève : l'auteur aborde ici des thèmes tels que grève spontanée et syndicalisme, la place de la classe ouvrière dans la grève, le statut de la grève dans différents pays.

La conclusion de Lefranc est intéressante : la grève est un moyen d'investigation : elle permet aux militants syndicaux qui revendiquent des avantages matériels de mieux connaître les ressources et la personnalité des dirigeants d'une firme ; elle donne la température réelle des masses et le degré de combativité des mandants et de la base ; enfin, elle révèle la personnalité des participants.

Un excellent livre à utiliser pour le professeur qui choisirait de centrer une étude économique-socio-politique sur le thème de la grève.

En quelques 300 pages, l'auteur accumule une quantité impressionnante de données et d'idées et le lecteur se laisse sans peine entraîner par son enthousiasme.

Nec pristina perit pietas. La ferveur d'autrefois n'est pas morte.

M.R.V.

Histoire Générale du Socialisme, publiée sous la direction de Jacques DROZ, tome I : *Des origines à 1875*, Paris, PUF, 1972.

Les collaborateurs de ce premier volume garantissent la qualité de l'entreprise : Annie Kriegel, Claude Mossé, François Bedarida, Jean Bruhat, Jean Chesneaux, Jacques Droz et Albert Soboul.

La première partie passe en revue les utopies socialistes depuis l'antiquité occidentale et orientale jusqu'à la révolution industrielle ; la seconde étudie le socialisme utopique dans les premiers temps de l'ère industrielle, principalement en France, en Angleterre et en Allemagne ; la troisième est consacrée aux mouvements ouvriers depuis la révolution de 1848 jusqu'à l'agonie de la première Internationale.

Les années 1875 marquent une étape importante : l'ouvrier de 1870 n'est pas l'ouvrier de 1860 et le rôle de l'Internationale a été capital dans la prise de conscience des travailleurs et dans la formulation plus précise de leurs objectifs et des méthodes de lutte.

Cependant, l'avenir de ce mouvement ouvrier présente deux caractères impor-

tants. D'une part, après 1875, la tendance est au mouvement national.

D'autre part, le mouvement ouvrier se différencie et on peut ici, parmi beaucoup d'autres, relever quatre tendances essentielles : le trade-unionisme, l'anarchisme, le syndicalisme révolutionnaire et la social-démocratie. Ceci vaut bien sûr pour le socialisme occidental ; dans les pays balkaniques ou en Russie à la même époque, la pensée socialiste reste étroitement liée à l'intelligentsia et la classe ouvrière ou les masses paysannes ne sont pas encore organisées.

Ce passionnant ouvrage dont on attend avec impatience les volumes suivants est accompagné d'un index et illustré de 48 planches hors-texte ; chaque chapitre se termine par une bibliographie.

M.R.V.

VENTURI Franco, *Les intellectuels, le peuple et la révolution*, vol. 2, Paris, Gallimard, 1972.

L'auteur situe les véritables débuts du populisme russe aux alentours des mouvements révolutionnaires de 1848 tout en recherchant ses origines du côté des décembristes, des slavophiles et de toute la vie antérieure de la Russie. Ce sera l'histoire des conjurations et des luttes de groupes et de cercles numériquement limités.

C'est pourquoi la date finale de son étude est fixée au 1^{er} mars 1881, jour de l'attentat contre l'empereur Alexandre II.

En effet, jusqu'en 1881, tout le socialisme russe est populiste et numériquement faible. A partir de cette date, le mouvement révolutionnaire va se différencier ; il sera socialiste-révolutionnaire, social-démocrate, menchevik, bolchevik, anarchiste et conduira à la révolution de 1917.

L'auteur entend limiter son étude du mouvement révolutionnaire à la période où il a cessé d'être libéral (les décembristes) et où il n'était pas encore différencié en aspects opposés

Son but est de montrer dans le mouvement socialiste l'importance de cou-

rants moins connus — ou moins bien acceptés par certains — à côté du marxisme scientifique ; il s'en explique très clairement et il me semble difficile de lui donner tort : « ... tout essai d'établir dans le cadre du socialisme une tendance dite scientifique et considérée comme authentique, en opposition avec les autres, tenues pour utopiques ou fallacieuses, non seulement est historiquement faux, mais finit par conduire à une mutilation volontaire et à une distorsion de la pensée socialiste tout entière ».

M.R.V.

ANWEILER Oskar, *Les Soviets en Russie*, 1905-1921, Paris, Gallimard, 1972.

La Constitution de l'URSS ayant pour base le système des Conseils ou Soviets, on a lié abusivement la notion de Soviet au bolchevisme.

L'objectif de l'auteur est de montrer l'origine autonome des Soviets, leur développement et leur « récupérations » par l'Etat bolchevique.

D'organisations révolutionnaires qu'ils étaient en 1905 et en 1917, les Soviets se transformèrent à partir de 1921 en instruments du nouveau pouvoir d'Etat.

En effet, le mouvement des Soviets eut un aspect politique et un aspect économique. La tendance à l'égalité économique exigeait l'autogestion des entreprises par des comités élus et le nouveau cadre politique serait fondé sur des communes autonomes fonctionnant dans un cadre social décentralisé.

A l'opposé des Soviets, le bolchevisme visait à mettre en place une économie planifiée relevant d'organismes d'Etat et correspondant sur le plan politique à une centralisation inévitable.

Le mouvement des Soviets relevait-il de l'utopie à cause du retard industriel de la Russie ? Le bolchevisme a-t-il étouffé des possibilités réelles ? Il est difficile de trancher.

On peut toutefois remarquer, avec l'auteur, que l'exemple de la Yougoslavie organisant une économie socialiste de marché reposant sur l'autogestion des entreprises laisse à penser que dans la Russie d'après 1917 une « démocra-

tie de la production » n'aurait pas nécessairement mené à un échec.

On peut y ajouter que le mouvement des Soviëts n'a pas été « liquidé » en profondeur : du soulèvement de Cronstadt dont l'écrasement, selon l'auteur, marque le déclin des Soviëts russes aux difficultés de 1953 en Allemagne de l'Est et à l'Octobre hongrois et polonais de 1956, la vie des conseils s'est poursuivie dans sa lutte contre la dictature bolchevique.

Comment allaient mourir les Soviëts russes, Rosa Luxembourg le prévoyait dès leur transformation en pouvoir d'Etat : « Si l'on étouffe la vie politique dans le pays, la paralysie gagne obligatoirement la vie dans les Soviëts. Sans élections générales, sans liberté de presse et de réunion illimitée, sans une lutte d'opinion libre, la vie s'étiolle dans toutes les institutions publiques, végète. et la bureaucratie devient le seul élément actif... Le pouvoir réel se trouve aux mains d'une douzaine d'entre eux (les dirigeants), doués d'une intelligence éminente ; et l'élite ouvrière est invitée de temps en temps à assister à des réunions pour applaudir les discours des dirigeants et voter à l'unanimité les résolutions proposées. »

L'histoire ne lui a, hélas, pas donné tort...

M.R.V.

DURAND Claude, *Conscience ouvrière et action syndicale*, dans *Société, mouvements sociaux et idéologies*, 1^{re} série, Paris-La Haye, Mouton, 1971.

Cet ouvrage un peu aride mais consciencieux fournit un beau spécimen d'enquête sociale portant sur un sujet dont l'importance est claire dans l'époque où nous vivons. A partir des indications rassemblées à l'aide d'un questionnaire de 181 items soumis à 1080 militants syndicaux de toute espèce, sont successivement abordés les types d'actions syndicales, leurs significations professionnelles, économiques, sociales, les rapports à l'adversaire, enfin le champ politique de l'action syndicale dans divers milieux. Le tout est rehaussé de 93 tableaux chiffrés.

L'analyse confirme la valeur de la typologie des actions de six niveaux pro-

posée au départ, à savoir syndicalisme de métier, syndicalisme de défense économique, syndicalisme de classe, syndicalisme de défense professionnelle, syndicalisme de négociation contractuelle, syndicalisme de gestion. Ces actions résultent bien d'une intégration progressive par la conscience ouvrière des éléments de la situation, les attitudes professionnelles, économiques et politiques des éléments objectifs de celle-ci. Au plus haut niveau, le syndicalisme gestionnaire se politise et peut devenir un mouvement social, le syndicalisme de classe manifeste également une conscience politique mais de caractère plus idéologique. En général, l'action syndicale est liée à la signification profonde de l'expérience du travail : conscience de l'aliénation dans le syndicalisme de classe, sentiment de participation professionnelle dans le syndicalisme contractuel ou gestionnaire. Le premier est dominant à la C.G.T., le second important à la C.F.D.T. Les événements de mai 1968, ont confirmé le caractère plus progressiste des revendications de la C.F.D.T., mais on comprend qu'elle ait hésité à politiser davantage son action sachant qu'elle est en partage avec un syndicalisme de négociation contractuelle peu disposé à agir en dehors des structures sociales existantes. Non le syndicalisme français avant mai n'était pas révolutionnaire, ce qui explique qu'il fut débordé par le mouvement étudiant. Mai 68 fut plus intellectuel qu'économique.

R.V.S.

SERMAN, W., *La Commune*, dans *Dossier Clio*, Paris, P.U.F., 1971.

Ces petits dossiers, tous présentés de la même façon sont d'excellents outils de travail pour les chercheurs d'histoire à la recherche de textes.

En effet, après une introduction sur le sujet traité, l'auteur présente une série de documents sur la Commune classés par thèmes et des points de vue sur l'événement. Une chronologie sommaire et une orientation bibliographique terminent ces petits livres.

Ici, l'auteur pose une question, la Commune a-t-elle été un mouvement de nostalgie révolutionnaire, ou une vision perspective ? Il appartient, dit-il, à

l'historien d'essayer de comprendre non de condamner ni de béatifier.

J.D.

MECKERT, Jean, *Les coups*, Paris, Gallimard, 1972, 269 p.

L'auteur a passé son enfance et son adolescence à Paris, et il connaît très bien les petits ateliers de Belleville qu'il décrit.

Le roman tente d'expliquer le sentiment d'incompréhension ressentie par un ouvrier manœuvre sincère et bon mais qui n'a jamais appris à s'exprimer, et qui finalement en arrivera aux coups quand il se sentira trop en dehors de l'esprit de sa femme.

A travers une certaine brutalité, le livre dégage une grande tendresse.

J.D.

DIVERS.

La collection SUP dont la section *l'Historien* est dirigée par Roland Mousnier publie une série de petits ouvrages de poche très précieux par la densité de la matière et par la synthèse réalisée.

FOURQUIN, G., *Seigneurie et féodalité au moyen âge*, Paris, P.U.F., 1970.

Parvient à réaliser la synthèse d'un problème fort complexe et ardu en insistant sur la nécessité de scinder les deux notions de régime féodo-vassalique et de régime seigneurial. Trop souvent, les deux notions sont encore confondues. D'autre part, les réfutations de l'auteur concernant les acceptions fort diverses et abusives du mot féodalité sont à garder à la mémoire.

FEDOU, R., *L'Etat au moyen âge*, Paris, P.U.F., 1971.

Le moyen âge a utilisé de très nombreux vocables pour désigner l'Etat, parmi lesquels nous retenons : *civitas*, *regnum*, *res publica*, etc. Ainsi donc, contrairement à certaines affirmations, l'Etat existe. L'auteur n'a pas voulu étudier l'évolution du contenu de ce terme mais en tracer une problématique.

L'ouvrage nous paraît des plus utiles lorsqu'il s'agit d'envisager le problème de l'Etat au moyen âge, sa disparition, sa faiblesse et sa reconstitution.

DESCHAMP, H., *Européens hors d'Europe de 1434 à 1815*, Paris, P.U.F., 1972.

On y retrace l'expansion européenne du XV^e siècle à la fin de l'épopée napoléonienne. La « vieille colonisation » a débuté fort modestement, elle a progressé à pas timides. La révolution industrielle agira comme détonateur ; elle bouleversera l'Europe et le monde ouvrant des possibilités immenses à l'ancien continent.

Ces trois ouvrages sont tout indiqués pour une initiation préliminaire et une brève mise au point des notions générales qu'il faut aborder et maîtriser au niveau du degré d'orientation de l'Enseignement Rénové.

P.B.

RAPP, Fr., *L'Eglise et la vie religieuse dans « Nouvelle Clio »*, Paris, P.U.F., 1971.

Il n'est plus nécessaire de rappeler les objectifs de la collection de la Nouvelle Clio. Ce volume poursuit les mêmes buts et présente les mêmes qualités que les précédents. Il s'ouvre en 1300, date du jubilé de Boniface VIII. Pour ce dernier, c'est l'apothéose. Il voit dans les festivités, le couronnement de sa politique et de celle de ses prédécesseurs. Ceux-ci avaient tenté de faire triompher la théocratie, imposant les conceptions de l'Eglise dans tous les domaines, ce qui des idées de la foi de la politique. Mais l'Eglise n'échappe pas aux problèmes que les XIV^e et XV^e siècles posent à tout l'Occident. C'est l'époque des contestations, de la rupture de l'équilibre, des difficultés multiples et diverses. La complexité et l'enchevêtrement des problèmes sont tels que l'auteur a adopté un plan systématique plutôt que chronologique. Trois domaines sont envisagés : la lutte pour le pouvoir, l'analyse de la croissance et de la piété, les défis portés à l'Eglise.

L'ouvrage nous paraît indispensable pour comprendre les prémices de la Réforme et les crises de la fin du moyen âge.

P.B.

DELUMEAU, Jean, *Le catholicisme entre Luther et Voltaire*, dans « Nouvelle Clio, l'histoire et ses problèmes », Paris, P.U.F., 1971.

Comme tous les ouvrages de la « Nouvelle Clio », celui-ci est destiné en priorité aux universitaires et a fortiori aux enseignants du secondaire qui y trouveront une riche bibliographie, ainsi que le point des connaissances actuelles. Un excellent recyclage !

L'auteur dresse entre autres un premier bilan des recherches visant à déceler le chrétien quelconque par opposition à l'élite, principal objet d'étude d'il y a peu encore. Il apparaît de la sorte que la reprise en main des fidèles après les bouleversements religieux du XVI^e siècle doit être retardée dans la seconde moitié du XVII^e siècle, voire du XVIII^e siècle. Certaines figures, certaines initiatives ont pu jusqu'ici faire illusion. Ce sont en vrai les séminaires et l'enseignement du catéchisme qui furent les artisans non de la rechristianisation mais de la christianisation des masses.

La thèse de l'auteur repose sur l'existence non du christianisme mais d'une religion populaire où les éléments chrétiens divaguent parmi les superstitions et la magie issues du fond des âges.

L'action de conquête religieuse touche peut-être moins la masse des fidèles voués à un conformisme de façade qu'une élite à laquelle la religion épurée inspire finalement miséricorde pour les sorciers persécutés avec rage jusqu'au milieu du XVII^e siècle puis progressivement ignorés. La fin des procès de sorcellerie ne marque pas, en effet, son extirpation. On peut encore en relever les pratiques dans les coutumes folkloriques de notre temps. Il s'agit d'ailleurs moins de sorcellerie que de paganisme mêlé aux pratiques magiques des devins ou des jeteurs de sort.

L'Europe sort d'une crise de conscience qui rendait utiles les boucs émissaires : mécréants juifs ou morisques, hérétiques ou... sorciers. Ceci repose le problème de la crise de conscience du XVIII^e siècle. peut-il y avoir déchristianisation à ce moment puisqu'il n'y avait pas eu christianisation sachant que « si l'on avait ôté au Christianisme de l'An-

cien Régime tout ce qui était contrainte, conformisme et culte officiel, tout ce qui était refus d'un monde dans lequel il nous faut pourtant vivre, tout ce qui était magie, tout ce qui était manichéisme, tout ce qui était religion de la peur, chez beaucoup de gens, que serait-il resté ? »

R.V.S.

MILZA, P. et BERSTEIN, S., *L'Italie, la Papauté, 1870-1970*, dans coll. « 1^{er} Cycle, Un siècle d'histoire », Paris, Masson et Cie, 1970.

BERSTEIN, S. et MILZA, P., *L'Allemagne, 1870-1970*, dans ibidem, 1971.

Cette nouvelle collection à l'intention de l'Enseignement secondaire français, annonce sept volumes. parus ou à paraître relatifs aux pays d'Europe. Le texte courant en est dense, le contenu éclectique, la lecture agréable. Ces volumes ne se dégagent cependant guère du schéma classique. Des documents textuels, quelques cartes schématiques, tableaux statistiques, organigrammes sont joints au hasard des chapitres ; y sont ajoutées des notes bibliographiques d'ouvrages français ou étrangers d'accès facile et des notices biographiques de personnages importants. Chaque volume constitue un apport intéressant à un enseignement dont le caractère actif demeure peu accru.

★★

Le dessein formé par Pierre GOUBERT dans la collection « DOSSIERS D'HISTOIRE » relève d'une conception autrement éclairante et éminemment plus sympathique de cette discipline. Comme il le dit lui-même dans l'avant-propos de chaque petit volume de la série : « Ces dossiers ont été préparés par des historiens de formation ; mais tous ont essayé de n'ignorer ni la vision du géographe, ni les soucis du sociologue ou de l'économiste. Plus que l'amalgame, ils ont visé la synthèse et tâché d'expliquer le XX^e siècle en termes de Sciences Humaines. »

Quatre de ces dossiers semblent avoir pu tenir très honorablement la gageure : LEQUIN Yves et MAILLARD Jacques,

L'U.R.S.S. et le Monde socialiste européen, Paris, Masson, 1970.

MAILLARD Jacques et LEQUIN Yves,
Le monde nord-américain, ibidem.

MAILLARD Jacques et LEQUIN Yves,
Les nouveaux mondes d'Extrême-Orient, Chine, Japon, au XX^e siècle, ibidem.

GIRAULT Jacques, MAILLARD Jacques, ROUANET Brigitte, TRIOLLET Marie-Louise, *Le Tiers Monde*, ibidem, 1971.

Le cinquième, à savoir :

LEQUIN Yves et MAILLARD Jacques,
L'Europe occidentale au XX^e siècle, ibidem, 1970.

Se dégage mal des cadres politiques ; les aspects social et économique sont peu développés encore qu'il faille admirer l'effort de synthèse dans un domaine où la plus grande diversité fut le trait dominant depuis trois quarts de siècle.

Un découpage souvent original, une documentation textuelle renouvelée puisée aux sources les plus diverses, y compris la presse quotidienne, des données statistiques présentées sous forme de tableaux chiffrés, de diagrammes, des organigrammes nombreux, des orientations de travail vers des lectures, des films, des problèmes variés. donnent à ce matériel les qualités d'ouverture sur le monde et son évolution que l'on souhaiterait propres à tout enseignement propédeutique. Il y aurait fort à dire sur la conception du matériel d'enseignement de demain dans cette perspective renouvelée d'éducation historique. Ces dossiers représentent une formule de transition fort heureuse et dont il faut féliciter les auteurs. Décidément, l'histoire ne peut se défendre que par l'action !

R.V.S.

PASCOT, J., *Les Almugavars, mercenaires catalans du moyen âge*, Bruxelles, Elvezir-Séquoia, 1971.

Dans la nouvelle collection, « *Les Aventuriers de l'Histoire* », un des premiers volumes traite d'une matière presque inconnue, l'épopée des Almugavars. Ces mercenaires forment la grande Compagnie catalane et ont contribué à asseoir l'autorité de Pierre III d'Aragon en Sicile aux dépens de celle de Charles d'Anjou. Lorsque les princes ennemis

conclurent la paix, après vingt ans de combats, les Almugavars se trouvent sans emploi, ils se mettent à la disposition de l'empereur Andronic II de Byzance. Leur présence sera des plus utiles pour lutter contre les Turcs qui menacent l'ancienne Constantinople. Ces Almugavars, environ 10.000, sous la direction de leur chef, Roger de Flor, remportent de nombreuses victoires qui écartent le danger de Byzance, les mènent au pied du Taurus, mais les rendent suspects et même indésirables. Leur chef est assassiné ; les mercenaires, après avoir tenté de créer une principauté, passent au service du duc d'Athènes, Gauthier V de Brienne, héritier des Villehardouin.

En 1311, après une victoire sur leur suzerain, ils prennent possession de la région et y restent jusqu'en 1388. Après cette date, ils disparaissent. L'ouvrage se lit aisément. Deux schémas cartographiques, quelques photos et de nombreux extraits de chroniques permettent de suivre l'aventure de ces mercenaires inconnus.

P.B.

NORMAN A., *History of modern Ireland*, coll. The Penguin press, Londres, Allen Lane, 1971, 330 p., 2 liv. 95.

Nous trouverons ici un texte vif et finement détaillé, établi par un clergeman londonien de l'Eglise d'Angleterre, de l'évolution politique et nationale de l'Irlande depuis l'Acte d'Union de 1800 jusqu'aux récentes controverses de l'Ulster.

L'auteur retrace d'une plume énergique l'histoire d'Irlande et les versions irlandaises, souvent discordantes de celle-ci. Il développe l'origine et la nature de la « Question d'Irlande » dans l'histoire britannique contemporaine. Il met au clair les similitudes entre les constatations anglaise et irlandaise que les nationalistes irlandais ont tendance à ignorer ou à travestir. Il montre comment le nationalisme de la classe moyenne irlandaise tend à submerger les problèmes de la politique du travail. Il analyse les causes et les résultats de la division du pays. Qu'il discute de la complexité des événements de 1916, qu'il analyse le rôle politique de O'Connell ou de Parnell, qu'il s'interroge sur l'essor de

Irlandais ou des Anglais entre lesquels tant de malentendus subsistent, l'auteur écrit avec vigueur, avec concision et avec un humour constant. En fournissant une étude équilibrée et impartiale de cette période, cet ouvrage comble une lacune.

R.V.S.

NORDMANN Claude, *Grandeur et liberté de la Suède (1660-1792)*, dans Publications de la Faculté des lettres et sciences humaines de Paris-Sorbonne, série « Recherches », t. 63, Paris-Louvain, Nauwelaerts, 1971.

Quoique Montesquieu, cédant à un certain exotisme issu de la théorie des climats, présente la Scandinavie comme la source de la liberté de l'Europe, cette région est certes l'une des plus mal connues dans nos pays. On ne peut donc que saluer avec sympathie la publication de cet ouvrage qui pour l'Epoque moderne complètera, en langue française, les travaux que L. Musset consacre aux peuples scandinaves du Moyen Age.

Le plan de cette étude met en vedette les règnes de Charles XI, de Charles XII qui marquent l'apogée de l'empire suédois moderne, le libéralisme des années 1719-1772 générateur d'une brillante culture scientifique, le retour au despotisme à la fin du siècle aboutissant à l'assassinat de Gustave III. Une copieuse bibliographie de 30 pages atteste du peu d'intérêt suscité par la Scandinavie parmi les auteurs de langue française encore que l'influence française ne fut pas négligeable dans ce pays au XVIII^e siècle. Ce siècle et le précédent virent cependant le petit peuple de ce grand pays s'imposer à l'attention de l'Europe. Sa position de gardien de la mer Baltique, la mise en valeur de ses ressources naturelles, le développement de la métallurgie du cuivre, puis du fer furent les instruments de sa grandeur. La mise en circulation de papier monnaie, dès le XVII^e siècle, témoigne de son génie inventif. La politique centralisatrice bien inspirée affrontant des calamités atmosphériques et leurs séquelles sociales est fort bien analysée à travers les convulsions politiques dont cette période eut féconde. Elles contribuent à forger les qualités dont ce peuple marquera son destin de l'époque contemporaine.

R.V.S.

MICHEL Henri, *La drôle de guerre, De guerre lasse...*, Paris, Hachette, 1971.

Entre septembre 1939 et mai 1940, près de neuf mois se passent sans que la France ni l'Angleterre n'entament réellement la guerre qu'ils avaient conjointement déclarée à l'Allemagne pour répondre à l'agression de ce pays contre la Pologne.

Diverses raisons ont été avancées de cet attentisme néfaste : la faiblesse due au manque de préparation militaire cohérente et concertée des Alliés, la force tant militaire que politique des Nazis, le peu d'enthousiasme offensif des populations occidentales, un anti-communisme virulent. Certes, cette période de temporisation contribue à remplir l'arsenal occidental, mais l'énergie morale n'en sort pas spécialement renforcée, au contraire.

L'armement et le moral allemands vont par contre en augmentant l'un et l'autre, même si Hitler a conscience que le temps, dans le long terme, joue contre lui. En fait, la position de l'Allemagne est d'autant plus favorable que son organisation est entre les mains d'un pouvoir unique face à des adversaires divisés, velléitaires, déchirés entre des tendances multiples, fort peu conscients de leur destin. Le haut état-major allemand eut le talent d'adapter sa stratégie aux circonstances et de profiter des occasions. Les Occidentaux peu convaincus perdaient leur temps, éfrayés par des dangers dérisoires mais imprévus ou par des estimations illusoire. Agresseurs, condamnés à l'offensive par la logique, les Français à la grande stupeur des Allemands, se cantonnent dans une défensive à laquelle les condamne leur préparation militaire désuète. La ligne Maginot résume toute la philosophie stratégique et tactique de la France.

Concluant cette étude claire, intelligente, méthodique, systématique même, l'auteur estime que la politique de la France, et de l'Angleterre accessoirement, à cette époque était la moins mauvaise formule. Déclarée avec un élan que justifient après coup les crimes perpétrés par les Nazis, cette guerre se heurte à beaucoup de contradictions, mais elle ne révèle pas de « trahison » ; toutes les mesures, même les mesures anti-sociales, se justifient. Reste le gaspil.

lage de temps. Lui aussi s'explique : par l'incompétence, l'incapacité même, des généraux ; par le reliquat de la politique économique malthusienne française depuis la paix de Versailles ; par la démographie défailante d'un pays de vieux ; par l'absence de dynamisme propre aux régimes démocratiques lents à s'émouvoir, accentuée en France par l'égoïsme d'un peuple enfermé dans ses souvenirs de 14-18 ; par l'obsession mal évoquée ici du « spectre rouge » ? La déclaration de guerre a anticipé dans ses intentions sur la suite des événements qui donne quand même à la France le panache d'avoir relevé le défi du nazisme... sans en avoir les moyens !

Nous ne suivrons pas l'auteur dans toutes ses explications, au demeurant fort superficielles. On aurait aimé trouver dans ce livre, facile à lire, autre chose qu'un récit bourré de détails, agréable, curieux parfois, mais dépourvu des explications profondes qui pourraient faire découvrir les raisons de l'incurie d'une nation à laquelle n'ont cependant pas manqué les avertissements : réarmement allemand, guerre d'Ethiopie, guerre d'Espagne, guerre de Mandchourie, guerre de Chine, Anschluss, « coup de Prague », axe Berlin-Tokio, Pacte d'Acier et le reste. Mais l'auteur nous annonce un autre ouvrage, espérons qu'il porte sur ces matières. Dans l'intervalle le lecteur averti auquel s'adresse ce présent livre pourra toujours recourir aux compléments bibliographiques ou méditer sur les tableaux chiffrés (pas toujours très compréhensibles), en répétant :

Ah ! les beaux jours !
Ah ! la drôle de guerre !
Ah ! la belle défaite !

R.V.S.

SORLIN, Pierre, *L'antisémitisme allemand*, Questions d'histoire. Paris, Flammarion, 1969, 119 p.

Ce livre tente de répondre à une question : l'histoire de l'Allemagne inclinent-elle d'une pente continue vers le drame de 1933, existe-t-il une sorte de fatalité qui aurait progressivement tourné les Allemands contre les Juifs ? Mais l'auteur ne peut y répondre et présente un dossier.

Il semble que l'attitude des Allemands débute par un mépris pour les Israélites, mépris qui allié au nationalisme, donne-

ra l'antisémitisme, et débouchera sur la nuit nazie.

D'après Sorlin, l'antisémitisme est un signe de déséquilibre, il met en garde en disant qu'il pourrait ressurgir au milieu de n'importe quel peuple pendant une période de misère et de désespoir.

La deuxième partie comprend essentiellement une série de documents intéressants.

J.D.

BASDEVANT, D., *L'architecture française des origines à nos jours*, Paris, Hachette, 1971.

Une histoire de l'architecture française ne laisse jamais indifférent s'il est vrai que selon la réflexion d'Auguste Perret, l'architecture c'est l'art d'organiser l'espace. « C'est par la construction qu'elle s'exprime ». Elle révèle deux éléments primordiaux : les conditions matérielles dans lesquelles l'art doit se développer et les rapports qui se nouent avec la société et parfois le pouvoir.

Partant des premiers vestiges conservés sur le territoire de la France après les invasions germaniques puis normandes, l'auteur expose les notions générales relatives à l'art français depuis ses origines jusqu'au XX^e siècle, en passant par l'art roman, la période gothique, la renaissance et le classicisme. Les origines de l'art contemporain et les tendances de ce dernier ont fait l'objet d'un travail d'équipe. L'auteur s'est adjoint deux critiques d'art, Gérard Gassiet-Talbot et Marc Gaillard.

Pour chaque période, les œuvres pivots sont replacées dans leur milieu technologique et leur contexte culturel, social et politique. Tout ce qui peut contribuer à la compréhension de la naissance d'une œuvre d'art a été abordé. Il est donc aisé de suivre l'évolution et la continuité de l'effort de création et de renouvellement des constructeurs au cours des âges. Les grandes découvertes architecturales sont analysées et replacées dans le cadre le plus vaste de la civilisation. L'aspect esthétique ainsi que l'analyse des plans ne sont pas oubliés, non plus que le rôle de certaines personnalités (promoteurs plutôt que maîtres d'œuvre).

Retenons aussi l'importance considérable accordée à l'architecture contemporaine. Cet art complexe n'est pas la

résultante de l'utilisation de matériaux nouveaux ; il est la conséquence de l'impérieuse nécessité de créer de nouvelles formes : bâtiments industriels, bâtiments collectifs (écoles, équipements sportifs, villages de vacances, complexes hôteliers, etc.)

L'ouvrage fournit une documentation abondante : 24 planches hors-texte reproduisant des documents originaux d'édifices, soit disparus, soit modifiés, 274 documents dans le texte (photos, plans, schémas, profils, dessins, etc.) deux cartes, une biographie des architectes dont l'influence sur l'architecture française a été tangible, une bibliographie contenant des ouvrages récents essentiellement rédigés en français mais aussi en langues étrangères.

Cet ouvrage peut constituer, soit une mise en ordre de connaissances vagues ou disparates, soit le point de départ d'une formation des jeunes en vue de les sensibiliser à la défense de leur environnement et des monuments du passé.

Comme on le voit, nous sommes loin du simple commentaire d'images, bien que celles-ci, par leur qualité, nous invitent et nous engagent au voyage par l'esprit et dans la réalité.

P.B.

BENNASSAR. Bartholomé, *Valladolid au siècle d'or, une ville de Castille et sa campagne au XVI^e siècle*, dans coll. « Civilisations et sociétés » Paris-La Haye, Mouton, 1967.

Au XVI^e siècle, Valladolid a vocation de capitale en Vieille Castille, voire en Espagne. L'attention des pouvoirs publics se porte sur l'aménagement des ponts et chaussées. Plus que l'impact du climat dont la mutation aurait été néfaste à l'agriculture de la région, ce sont les effets de la peste qui, après 1570, causent une chute de population dont la Castille dépérira jusqu'au début du XVIII^e siècle. Urbanisée d'initiative royale, Valladolid voit cependant sa population croître. A partir de 1560, la propriété se concentre aux mains de l'Eglise et de certains bourgeois issus des milieux universitaires. Monastères et couvents marquent leur préférence pour les novices aristocratiques.

Des prélèvements fiscaux plus pesants, le ralentissement de la hausse des prix nuisent à l'essor agricole. En ville, l'artisan s'efface devant l'artiste pour-

voyeur d'une vie sensuelle, luxueuse, ostentatoire de nantis.

Les universitaires laïcs autant qu'ecclésiastiques forment une nouvelle classe sociale favorisée par la croissance de la bureaucratie judiciaire et administrative. Leur fortune procède de l'épargne, ce qui les distingue de l'aristocratie ancienne à laquelle ils prêtent volontiers de l'argent. Les rentes ainsi constituées représentent la sécurité d'existence, l'affirmation de soi, la condition d'une société d'ostentation et de consommation. La religion, prétexte à débauche de messes et de fondations pieuses, manifeste son hostilité à l'humanisme. L'Inquisition trouve ses victimes dans les classes aisées, préoccupée de la recherche de la *limpieza de sangre*, la pureté raciale.

La bourgeoisie perd durant le XVI^e siècle les vertus qui ont fait sa fortune, elle prend modèle sur l'aristocratie. La révolte des *Comuneros* du début de cette période indique que la lutte des classes se situe au sommet de la hiérarchie sociale. Les pauvres jouent un rôle de justification. Les gestes de charité dont ils sont l'occasion aident davantage à l'entretien du personnel des institutions charitables qu'à celui des pauvres eux-mêmes. En maintenant d'autre part les misérables dans la dépendance des grands, l'opération rapporte sur tous les plans. La Castille, socialement endormie, n'est secouée que par les fêtes religieuses ou populaires où alternent Dieu, tauromachies, théâtre dont l'autodafé est comme la synthèse. L'architecture aussi traduit le souci d'extériorisation. L'esprit populaire étranger aux livres s'exprime par un expressionnisme pathétique, témoignage de passions violentes mal contenues. Celles-ci sont aussi le propre des milieux plus aisés malgré un sentiment exacerbé de l'honneur fondé sur l'orthodoxie religieuse, la pureté de sang et le mépris du travail manuel, aliments du roman picaresque.

Une société déjà figée portant en elle les germes fatals de son avenir, ainsi paraît la société de cette grande ville à l'aube du XVII^e siècle.

Une étude complète dans la ligne tracée par Fernand Braudel et si riche dans ses révélations.

R.V.S.